

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 23 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ENERGIVRY - ENGIE RESEAUX

144 AVENUE DANIELE CASANOVA
94200 IVRY SUR SEINE

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2022/AH/N°135GR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2022 dans l'établissement ENERGIVRY - ENGIE RESEAUX implanté 144 AVENUE DANIELE CASANOVA à IVRY SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIVRY - ENGIE RESEAUX ex SOCCRAM ND
- 144 AVENUE DANIELE CASANOVA 94200 IVRY SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0006506508
- Régime : Enregistrement

La chaufferie ENERGIVRY est implantée en plein centre-ville, en zone urbaine dense (immeuble d'habitation mitoyen, médiathèque à proximité). Elle fonctionne en secours pour assurer l'alimentation en eau chaude et chauffage urbain de la ville d'Ivry-sur-Seine en cas de problème avec la géothermie. En 2018, la géothermie a assuré 94% en moyenne des apports de chaleur. L'installation est également reliée au réseau CPCU et peut bénéficier d'un appoint de la part du réseau.

L'installation est équipée d'une gestion technique centralisée (GTC). Les défauts sont affichés sur un écran se trouvant au bureau de la chaufferie et une astreinte de 24h/24 prévient le technicien en charge du site. La maintenance se fait à l'aide d'un logiciel informatique (GMAO). Le fonctionnement des chaudières est automatique. Une présence humaine est assurée du lundi au vendredi pendant les heures de bureau.

La puissance thermique de l'ensemble de la chaufferie est de 24 MW, et se compose de 3 chaudières de 8 MW fonctionnant au gaz naturel.

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Quantité	Régime
2910-A-1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.</p> <p>* Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>24 MW (3 chaudières de 8 MW)</p>	E

E : Environnement

Les installations sont réglementées par :

- la directive européenne n°2003/87/CE modifiée du Parlement et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté et modifiant la directive 96/91/CE du Conseil ;
- le règlement (UE) n°601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement Européen et du Conseil ;
- le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement Européen relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques et des mélanges, dit "CLP" ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n°73/2346 du 5 septembre 1973 ;
- l'arrêté préfectoral n°2012/2679 du 9 août 2012 portant réglementation complémentaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées

- les observations éventuelles
- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point de contrôle n°1 - Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 46 et 47	/	/
Point de contrôle n°4 - Ventilation des locaux et dispositifs d'évacuation des fumées	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.2.4	/	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de contrôle n°3 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 71.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°7 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 76.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de contrôle n°2 - Conditions de respect des valeurs limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 3.2.2.2	/	Sans objet
Point de contrôle n°5 - Etiquetage des substances et préparation dangereuses	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.5.2	/	Sans objet
Point de contrôle n°6 - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.5.3	/	Sans objet
Point de contrôle n°8 - Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.1.1	/	Sans objet
Point de contrôle n°9 - Bilan des consommations en combustibles et des eaux prélevées	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.1.1.3	/	Sans objet
Point de contrôle n°10 - Auto-surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.3	/	Sans objet
Point de contrôle n°11 - Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.4	/	Sans objet
Point de contrôle n°12 - Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.3.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 15/04/2022 qui consistait à vérifier la mise en conformité de l'installation vis à vis des prescriptions relatives à la pollution atmosphérique (VLE, autosurveillance ...), la vérification du respect de certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux (conditions de rejets, entretien, ...) et la réglementation nationale en vigueur.

3 non-conformités et une observation ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : l'installation ne dispose pas d'un système de désenfumage en partie haute permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion (article 7.2.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 09/08/2012).
→ **L'exploitant doit réaliser et transmettre, sous 3 mois, une étude technico-économique pour la mise en place d'un système de désenfumage en partie haute de l'installation.**
- **Non-conformité n°2** : l'inspection des installations classées n'a pas pu consulter l'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (article 7.1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 09/08/2012).
→ **L'exploitant doit transmettre, sous 15 jours, un tableau des stocks des substances dangereuses présentes dans l'établissement.**
- **Non-conformité n°3** : aucune pelle ne se trouve à proximité de la réserve de sable (article 7.6.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 09/08/2012).
→ **L'exploitant doit transmettre, sous 15 jours, les documents prouvant que des pelles sont bien à proximité de la réserve de sable.**
- **Observation n°1** : les concentrations en phosphore dans les rejets aqueux sont supérieures aux valeurs limites d'émissions (10 mg/l) (article 47 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018).
→ **L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, le rapport de 2022 du contrôle des rejets aqueux de l'installation.**

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n°1: Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 46 et 47	
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH est être compris entre 5,5 et 8,5, ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2^e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p>	
Paramètres	Concentrations moyenne en 24h
Matières en suspension (MES)	100 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l
Azote total	30 mg/l
Phosphore total	10 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Plomb et ses composés	25 µg/l
Chrome et ses composés	50 µg/l
Cuivre et ses composés	50 µg/l
Nickel et ses composés	50 µg/l
Zinc et ses composés	0,8 mg/l
<p>Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p>	
Ion fluorure	15 mg/l
Sulfates	2000 mg/l
Sulfites	20 mg/l
Sulfures	0,2 mg/l
Cadmium et ses composés	0,05 mg/l
Mercurure et ses composés	0,02 mg/l
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	50 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS)	25 µg/l
Quinoxaline	25 µg/l
Dioxines et composés apparentés aux dioxines	25 µg/l
Hexabromocyclododécane (HBCDD)	25 µg/l
Heptachlore et époxyde d'heptachlore	25 µg/l
Arsenic et ses composés	25 µg/l
<p>Constats : ENERGIVRY a fait réaliser un contrôle des rejets aqueux de son installation, le 07/07/2021, par le bureau VERITAS.</p> <p>L'installation n'est pas conforme concernant la concentration en Phosphore (P) qui est de 10,7 mg/l, sachant que la valeur limite d'émissions est de 10 mg/l.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	

Point de contrôle n°4 : Ventilation des locaux et dispositifs d'évacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.2.4
Prescription contrôlée : Des ouvertures en partie basse et un ventilateur, situé en partie haute, assurant un débit minimum de 45 000 m ³ /h, doivent permettre un balayage de l'atmosphère du local permettant une circulation efficace de l'air. Le ventilateur doit pouvoir fonctionner en cas de mise en sécurité des installations de combustion, notamment lors de coupure d'alimentation électrique de la chaufferie. L'arrêt mécanique du ventilateur ou l'arrêt de l'alimentation électrique de celui-ci entraîne la mise en sécurité des installations par coupure d'alimentation en combustible et coupure d'alimentation électrique. Le ventilateur et son alimentation électrique indépendante sont conçus pour fonctionner en atmosphère explosive. Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'installation ne dispose pas d'un système de désenfumage en partie haute permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°3 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.1.1
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas pu consulter l'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n°7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.6.1
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués : -d'au moins 16 extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés ; -une réserve d'au moins 0,1 m ³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles ; -deux appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics, implantés à 50 mètres au plus du risque, assurant un débit minimal de 60 m ³ /h et sous une pression minimale de 1 bar ; -d'au moins une couverture spéciale anti-feu. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'installation est équipée de moyens de secours contre l'incendie et qui ont été vérifiés en 2021. Cependant, aucune pelle n'était présente près de la réserve de sable.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n°2 : Conditions de respect des valeurs limites d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 3.2.2.2
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : -à des conditions normalisées de température (273 kelvins} et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; -à une teneur de 3 % en O ₂ . Les VLE en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.
Constats : L'installation n'a pas été mise en fonctionnement au cours de l'année 2021, ni au début de l'année 2022. Les concentrations des rejets atmosphériques ne s'appliquant qu'à des régimes de fonctionnement stabilisés, aucun contrôle n'a été effectué.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder, dès la mise en fonctionnement stabilisée de l'installation, à un contrôle des rejets atmosphériques réalisé par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°5 : Étiquetage des substances et préparation dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.5.2
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger où les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : Les fûts et réservoirs de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.5.3
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : -dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; -dans tous les cas, 800l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800l . La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
Constats : Tous les stockages de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont mis sur rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°8 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.1.1
Prescription contrôlée : L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13 284-1) sont respectées. L'exploitant réalise une estimation journalière des rejets en oxydes de soufre basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance. Ce programme est détaillé dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur simple demande.
Constats : L'installation n'ayant pas été utilisée au cours de l'année 2021, l'exploitant n'a pas réalisé le rapport d'auto-surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°9 : Bilan des consommations en combustibles et des eaux prélevées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.1.1.3
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan annuel : -du temps de fonctionnement de chaque chaudière ; -des consommations en gaz et en fioul domestique de chaque chaudière ; -du volume total des eaux prélevées.
Constats : L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, le bilan des consommations en combustibles et en eaux prélevées.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°10 : Auto-surveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.3
Prescription contrôlée : L'autosurveillance des déchets produits par l'installation est présentée selon un registre récapitulatif prenant en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues. L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.
Constats : L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, le registre des déchets entrants/sortants du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°11 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.2.4
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera réalisée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié.
Constats : L'exploitant a fait réaliser des études des niveaux sonores.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°12 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 8.3.2.1
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, avant le 1 ^{er} mars de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente. Ce bilan comporte une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Ce rapport comprend, à minima : <ul style="list-style-type: none">-tes résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques, imposés à la condition 8.2.1.1 ;-les résultats de l'analyse par un organisme agréé de la qualité des eaux résiduaires ;-les résultats de l'autosurveillance des mesures de niveaux sonores ;-les résultats de l'autosurveillance des déchets issus des installations de combustion tels que définis à la condition 8.2.8; es bitans annuels des consommations en combustibles et des eaux prélevées ;-les résultats des mesures comparatives sur les rejets atmosphériques imposées à la condition 8.2.1.2 ;-le rappel des incidents d'exploitation et accidents survenus durant année écoulée ainsi que les mesures correctives mises en œuvre où prévues pour éviter qu'ils se renouvellent ;-l'indication des périodes d'alerte pollution ayant nécessité la mise en œuvre d'actions de réduction des émissions de NO, selon les procédures détaillées.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan annuel 2021 à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite